

République du Nicaragua

**Le Ministre des relations extérieures
Managua, le 25 mars 2010**

MRE/DM-AJST/242/3/2010

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet du document « Preliminary Information Indicative of the Outer Limits of the Continental Shelf and Description of the Status of Preparation of Making a Submission to the Commission on the Limits of the Continental Shelf for the Republic of Costa Rica », qui a été publié sur le site de la Commission des limites du plateau continental, à l'adresse : http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/clcs_home.htm.

Au nom du gouvernement de réconciliation et d'unité nationale de la République du Nicaragua, je vous informe que le Costa Rica a englobé dans ses prétentions des zones maritimes que l'histoire, la géographie et le droit international désignent comme appartenant au Nicaragua, s'agissant notamment de zones situées dans l'océan Pacifique qui correspondent à la mer territoriale et à la zone économique exclusive du Nicaragua.

Le Nicaragua a déjà transmis au Costa Rica les remarques figurant au paragraphe ci-dessus, par le biais d'une note (MRE/DM-JI/292/02/03) relative à la carte officielle du Costa Rica établie par l'Institut costaricien des ressources côtières et maritimes. Vous trouverez la note en question ci-jointe.

J'émetts par conséquent, au nom de mon gouvernement, une réserve expresse sur l'ensemble du document mentionné au premier paragraphe, et je vous informe que l'on est en train de procéder aux études requises pour présenter à l'ONU, à des fins de publicité, des cartes indiquant les coordonnées des zones maritimes appartenant au Nicaragua, conformément aux articles 16.2, 75.2 et 82.2 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous assurer de ma très haute considération.

(Signé) Samuel Santos **López**

Son Excellence
Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies
New York, États-Unis d'Amérique

**Le Ministre des relations extérieures
Managua, le 3 mars 2003**

MRE/DM-JI/292/02/03

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet de la nouvelle carte officielle de la République du Costa Rica établie par l'Institut costaricien des ressources côtières et maritimes (INRECOSMAR) et agréée par l'Institut géographique du Ministère costaricien des travaux publics et des transports.

Je me permets de vous informer que certains des territoires maritimes signalés, sur cette carte, comme faisant partie du territoire costaricien, tant dans la mer des Caraïbes que dans l'océan Pacifique, appartiennent en réalité à la mer territoriale, à la zone économique exclusive et au plateau continental de la République du Nicaragua.

C'est pourquoi, au nom de mon gouvernement, j'informe le Gouvernement de la République du Costa Rica que le Nicaragua ne peut admettre la carte susmentionnée ni reconnaître un quelconque droit à la République du Costa Rica sur ces espaces maritimes nicaraguayens.

Au nom du renforcement des rapports qui unissent nos peuples et nos gouvernements, nous avons demandé, au mois de septembre dernier, à la Sous-Commission technique des limites et de la cartographie d'effectuer les travaux qui permettront de déterminer les frontières maritimes du Nicaragua et du Costa Rica dans l'océan Pacifique et la mer des Caraïbes.

Permettez-moi de tirer parti de cette occasion pour vous assurer, une nouvelle fois, de ma très haute considération.

(Signé) Norman Caldera **Cardenal**

Son Excellence
Monsieur Roberto Tovar Faja
Ministre des relations extérieures et du culte
de la République du Costa Rica